

RAPPORT 2021 SUR LES DROITS DE LA PERSONNE – RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République centrafricaine est une république présidentielle. Le président Faustin-Archange Touadéra a été réélu pour un second mandat de cinq ans dès le premier tour de scrutin des élections présidentielle et législatives de 2020, qui ont été entachées de violences généralisées. En décembre 2020, six groupes armés qui participaient auparavant au processus de paix se sont rassemblés pour former une nouvelle alliance, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), dirigée par l'ancien président François Bozizé, et ont demandé la suspension du processus électoral et la mise en place d'une consultation nationale. Ces groupes ont semé un trouble important lors des élections présidentielle et législatives. Plus de la moitié des bureaux de vote du pays n'ont pas été en mesure de fournir des résultats, principalement en raison de l'insécurité, et on estime que seuls 37 % des électeurs inscrits ont pu voter aux élections présidentielles. En raison de l'insécurité liée aux élections, le président Touadéra a demandé le soutien du gouvernement de la Fédération de Russie, qui a facilité le déploiement du groupe Wagner, une société militaire privée russe, ainsi que des forces rwandaises. Plusieurs dirigeants de l'opposition ont dénoncé des irrégularités électorales. Les observateurs internationaux ont estimé que les élections n'avaient été ni libres ni équitables en raison du niveau élevé de violence et d'intimidation par des groupes armés. Le 11 juin, le président Touadéra a nommé Henri Marie Dondra au poste de Premier ministre.

La police et la gendarmerie sont responsables de faire respecter la loi et de maintenir l'ordre. Les Forces armées centrafricaines relèvent du ministère de la Défense et ont la responsabilité première de veiller à la sécurité interne. Le président est le commandant en chef des forces armées. La police et la gendarmerie relèvent du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique. Le contrôle qu'exercent les autorités civiles sur les forces de sécurité a continué de s'améliorer, mais demeurait néanmoins faible. Des sources crédibles ont rapporté que des membres des forces de sécurité ont, aux côtés du groupe Wagner, pris part à des

combats et se sont rendus coupables de violations des droits de la personne à une fréquence comparable à celle de groupes armés.

L'autorité de l'État en dehors de la capitale s'est améliorée avec le déploiement accru de préfets et de troupes dans les chefs-lieux des provinces. Cependant, les groupes armés contrôlaient toujours certaines portions du territoire et agissaient comme des institutions étatiques de facto en prélevant des impôts auprès des populations locales et en nommant certains de leurs membres à des postes de responsabilité.

Des signalements crédibles faisaient état, entre autres, des problèmes importants suivants dans le domaine des droits de la personne : exécutions illégales ou arbitraires par le gouvernement ; disparitions forcées perpétrées par le gouvernement ; actes de torture infligés par le gouvernement ; conditions carcérales très dures et délétères ; arrestations ou détentions arbitraires ; graves exactions dans le cadre d'un conflit interne, y compris des exécutions extrajudiciaires de civils, des disparitions forcées, des actes de torture et des sévices ou châtiments corporels, le recrutement illégal et l'emploi d'enfants soldats ainsi que d'autres violations perpétrées par des groupes armés dans le cadre de conflits ; atteintes à la liberté d'expression et à la presse, y compris l'incrimination de la diffamation ; corruption importante au sein du gouvernement ; absence d'enquêtes et de poursuites en matière de violences sexistes ; et lois criminalisant les relations sexuelles consenties entre adultes de même sexe

L'État a pris des mesures visant à enquêter sur les fonctionnaires soupçonnés de violations des droits de la personne et de corruption, notamment certains membres des forces de sécurité, et à les poursuivre. Néanmoins, le climat d'impunité et le manque d'accès aux services juridiques continuaient à entraver la capacité des citoyens à obtenir ce qui est rendue une justice formelle.

Les violences intercommunautaires et les attaques ciblant des civils par des groupes armés se sont poursuivies. Des groupes armés ont commis de graves violations des droits de la personne et du droit international humanitaire lors de ces conflits internes. Des membres des ex-Séléka, des anti-Balaka et d'autres groupes armés ont pris part à des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et autres sévices, des enlèvements, des agressions sexuelles, des pillages et la destruction de

biens. Le gouvernement a déclaré qu'il enquêtait sur plusieurs cas très médiatisés de violences intercommunautaires perpétrées au cours de l'année et qu'il envisageait d'inculper les auteurs pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. (Note : Le présent rapport fait référence aux « ex-Séléka » pour tous les abus attribués aux factions armées associées à la Séléka, y compris le Front populaire pour la Renaissance en République centrafricaine (FPRC) et l'Union pour la paix (UPC), qui ont été créés après la dissolution de la Séléka en 2013. Le groupe armée connu sous le nom « Retour, Réclamation et Réhabilitation » a lui aussi commis des graves violations des droits de la personne au cours de l'année.)

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Plusieurs exécutions arbitraires ou extrajudiciaires imputées aux pouvoirs publics ou à leurs agents ont été signalées au cours de l'année. Le ministère de la Justice mène des enquêtes pour déterminer la légitimité des exécutions perpétrées par les forces de sécurité et entame des poursuites. Dans un rapport conjoint du mois d'août de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), couvrant la période électorale de juillet 2020 à juin, l'ONU cite 59 cas d'exécutions extrajudiciaires commises par les forces de sécurité gouvernementales, ainsi que par « d'autres forces de sécurité », y compris des éléments du groupe Wagner, la société militaire privée russe, qui ont participé à des combats. Une grande partie de ces exécutions se sont produites lorsque des forces de sécurité et des éléments russes soupçonnaient des civils d'être affiliés à des groupes armés. Le 30 avril, la MINUSCA a communiqué aux autorités une liste de violations des droits de la personne attribuées aux forces nationales de défense et au personnel de sécurité « déployé de manière bilatérale et autres agents de sécurité ». Ensuite, en mai, le gouvernement a annoncé la création d'une commission d'enquête spéciale chargée de faire la lumière sur les allégations de violations des droits de la personne et du droit international humanitaire de décembre 2020 à avril. Les autorités ont enquêté sur ces incidents et ont publié les résultats préliminaires dans une synthèse de rapport datée du 2 octobre, alors que le

rapport officiel n'avait toujours été diffusé publiquement à la fin de l'année. La synthèse du rapport du gouvernement accusait les groupes rebelles armés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, en reconnaissant en outre que des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires, des disparitions, des actes de torture, des traitements inhumains et dégradants, l'occupation de bâtiments publics et des entraves à l'accès à l'aide humanitaire étaient également le fait des Forces armées centrafricaine (FACA), des forces de sécurité nationales et des « instructeurs » russes. À la fin de l'année, rien ne laissait penser que les autorités avaient pris des mesures pour demander des comptes aux responsables.

L'ONU a signalé que dans la préfecture d'Ombella-M'Poko, entre le 30 décembre 2020 et le 20 janvier, 10 civils ont été victimes d'exécutions sommaires et extrajudiciaires de la part des forces armées du pays et « d'autres forces de sécurité », un terme qui inclut des éléments militaires privés affiliés au groupe Wagner, frappé de sanctions. Les exécutions perpétrées par les éléments militaires privés du groupe Wagner ont été rapportées dans la presse locale et internationale par des organisations non gouvernementales et des organes de l'ONU. Selon des sources officielles locales, le 12 juin, des éléments du groupe Wagner ont sommé Lamido Souleymane Daouda, le sultan maire de la ville de Kouï, ainsi que son adjoint et son garde du corps, de les accompagner pour saisir des armes à un groupe rebelle. Quelques heures plus tard, les éléments du groupe Wagner sont retournés à Kouï pour informer la famille de M. Daouda que celui-ci, son adjoint et son garde du corps avaient été tués dans l'explosion d'une mine terrestre. Après avoir parlé avec la famille, les éléments du groupe Wagner ont remis les dépouilles des trois personnes décédées, qui, selon les observateurs, présentaient des blessures par balle et aucune trace d'explosifs. Le rapport de l'ONU a corroboré les allégations selon lesquelles M. Daouda et son entourage ont été tués par des éléments du groupe Wagner.

Le rapport indiquait également que les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) étaient responsables d'environ 61 exécutions ciblant des civils pour leur appartenance à un parti ou leur participation aux élections. Le 31 juillet, les rebelles du groupe « Retour, Réclamation et Réhabilitation » (3R) ont attaqué le village de Mann, au nord-ouest du pays, non loin des frontières du Tchad et du Cameroun, tuant au moins six civils, selon des sources de la MINUSCA.

b. Disparitions

Certaines sources ont fait état de disparitions causées par les autorités gouvernementales ou en leur nom. Selon des nouvelles locales, en décembre 2020, des membres d'une milice soutenue par le gouvernement et communément appelée les « Requins », déguisés en gardes présidentiels, se sont introduits dans la prison de Ngaragba à Bangui et ont enlevé trois personnes : l'adjudant Bombolé, le sergent-chef Amazoudé et le caporal Ringui alias Badboy. Aucun signe des trois hommes n'a été retrouvé depuis. Le 1^{er} février, Sainte Claire Danmboy Balekouzou, un soldat des FACA connu sous le nom de Saddam, aurait également été enlevé par les Requins. Son corps a ensuite été retrouvé dans le quartier limitrophe de Bimbo à Bangui.

Dans une lettre adressée au président Touadéra le 7 juillet, des membres de la communauté ethnique goula de la ville de Bria, dans le centre du pays, ont affirmé que 12 de leurs membres ont été arrêtés par les forces gouvernementales lors des troubles qui ont suivi le scrutin de décembre 2020. Selon la lettre, aucun contact n'a été établi avec ces personnes après leur arrestation. Bien qu'une enquête gouvernementale ait reconnu que selon l'ONU d'autres disparitions ont été commises par le gouvernement ou par des éléments du groupe Wagner, à la fin de l'année, rien n'indiquait que les autorités avaient pris des mesures concernant ces disparitions ou les abus cités précédemment (voir la section 1.a.).

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Bien que la loi définisse les peines encourues pour torture et autres traitements cruels et inhumains, les autorités et les groupes armés ont continué à commettre des abus contre la population civile. Bien que les peines pour ces crimes aillent de 20 ans à la prison à perpétuité et aux travaux forcés, l'impunité persistait. En août, des soldats des FACA stationnés au poste de police du quartier de Boing auraient extorqué 146 000 francs CFA (soit 254 dollars des États-Unis) au vendeur de bois Alfred Doualengué et l'auraient passé à tabac. Le journal en ligne *Le Tsunami* a publié une photographie montrant des contusions sur les fesses de la victime. Bien qu'une enquête gouvernementale ait reconnu que selon les signalements de l'ONU d'autres cas de torture ont été commis par des éléments du gouvernement ou du

groupe Wagner, à la fin de l'année, rien n'indiquait que les autorités avaient agi concernant ces abus (voir la section 1.a). L'impunité concernant les violations des droits de la personne demeurait un problème important au sein des forces de sécurité du pays, notamment l'armée, la gendarmerie et la police. Selon les défenseurs des droits de la personne, les facteurs qui contribuaient à l'impunité étaient notamment le retard dans le traitement des dossiers judiciaires et la peur des représailles. Le gouvernement a collaboré avec l'Union européenne et la MINUSCA pour dispenser une formation sur les droits de la personne aux FACA et aux gendarmes.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Selon la Commission nationale des droits de l'homme et des ONG locales, les conditions de détention ne répondaient généralement pas aux normes internationales et étaient souvent très dures, délétères et inhumaines en raison d'une surpopulation extrême, du manque de nourriture et d'installations sanitaires inadéquates.

Conditions matérielles : Selon la MINUSCA, au début de l'année, la population carcérale était composée de 1 226 hommes et de 65 femmes, dont trois s'occupaient de nourrissons.

L'État gérait trois prisons à Bangui ou dans ses environs : la prison centrale de Ngaragba, son annexe à haute sécurité pour hommes du Camp de Roux et la prison pour femmes de Bimbo. Ailleurs, notamment à Bossembélé, à Sibut et à Boda, les détenus étaient écroués dans les locaux de la police ou de la gendarmerie. Un panachage de casques bleus internationaux, de soldats des FACA, d'agents pénitentiaires formés par la MINUSCA et par le ministère de la Justice ainsi que des agents de la police judiciaire gardaient les prisons.

La plupart des prisons affichaient une surpopulation extrême. Les produits de première nécessité, notamment la nourriture, les vêtements et les médicaments, étaient insuffisants et souvent confisqués par le personnel carcéral. Les prisons manquaient d'installations sanitaires et de systèmes d'aération de base, d'éclairages électriques ainsi que de locaux pour soins médicaux primaires et d'urgence ; l'accès à l'eau potable était également insuffisant. Les maladies étaient

répandues dans toutes les prisons. On ne disposait pas de statistiques officielles sur le nombre de décès en milieu carcéral. Des gardiens et des administrateurs de prison ont été accusés d'imposer des redevances non officielles aux détenus ainsi qu'aux membres de leur famille et aux autres visiteurs.

La COVID-19 a mis en lumière des défaillances mettant en péril la santé à la vie des détenus comme du personnel carcéral. Des conditions d'hygiène insuffisantes liées à la surpopulation et des soins de santé inadéquats ont augmenté le risque d'infection. Les autorités incarcéraient parfois les personnes en détention provisoire avec les prisonniers condamnés, les mineurs avec des adultes et les femmes avec les hommes. À Bangui, toutefois, les prisonniers étaient séparés selon leur sexe, comme cela était le cas dans des maisons d'arrêt de plus petite taille comme celles de Bouar, Mbaïki, Berbérati et Bossangoa. Les détenus, y compris les femmes enceintes, dormaient sur de fines nattes de paille à même le sol en béton. Il n'existait pas de centres de détention pour mineurs, ni de cellules réservées à ces derniers dans les prisons pour adultes.

Administration : Les détenus avaient le droit de porter plainte en cas de mauvais traitement, mais ceux qui en étaient victimes le faisaient rarement en raison de l'absence de mécanisme fonctionnel pour la soumission officielle des plaintes et de la crainte des représailles de la part du personnel carcéral. D'après certains signalements, des détenus versaient des sommes aux policiers et aux gendarmes pour que leurs plaintes soient entendues. Les autorités ont rarement ouvert des enquêtes sur les abus commis dans les prisons.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé une surveillance de donateurs internationaux, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de l'expert indépendant du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies dans le pays. De plus, des organes étatiques tels que la Commission nationale des droits de l'homme et l'Inspection générale des services judiciaires ont été autorisés à visiter les centres de détention de manière indépendante.

En juillet et en août, la Commission nationale des droits de l'homme a visité la prison de Ngaragba à Bangui et la prison de Mbaïki dans la préfecture de Lobaye et a constaté que toutes deux avaient une toiture défaillante et n'offraient pas assez de nourriture aux détenus. Les détenus de ces deux prisons vivaient dans des

cellules surpeuplées, n'avaient pas accès aux soins de santé et connaissaient des problèmes de santé récurrents. Dans son allocution à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, le président Touadéra a indiqué que l'État ne consacrait que 3 330 000 francs CFA (6 060 dollars des États-Unis) par semaine pour les repas des détenus dans l'ensemble des lieux de détention, soit une moyenne de 299 francs CFA (0,54 dollar) par détenu par jour. Dans son discours, le président a admis que ce montant était inacceptable.

Améliorations : Quarante-sept détenus, y compris sept femmes des centres de détention de Ngaragba et de Bimbo, ont reçu des certificats de formation en menuiserie, plomberie et fabrication de fours solaires le 21 juillet, après trois mois de formation parrainée par la MINUSCA.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution interdit les arrestations et détentions arbitraires et donne à tous le droit de contester devant un tribunal la légalité de leur arrestation ou de leur détention. Le gouvernement a parfois respecté ces dispositions. Toutefois, certaines sources ont signalé des cas de détentions arbitraires et des détentions provisoires prolongées.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi prévoit que les personnes en état d'arrestation soient immédiatement informées des faits qui leur sont reprochés. Les détenus doivent être présentés à un juge dans les 72 heures et ne peuvent être maintenus en détention plus de 144 heures sans comparaître devant un juge. Des exceptions existent pour les personnes détenues en vertu des lois sur la sécurité nationale et pour celles se trouvant dans des régions reculées où il n'y a pas de tribunaux. Dans les deux cas, les détentions peuvent être prolongées jusqu'à huit jours, renouvelables une fois. Ces exigences n'ont pas toujours été respectées à cause d'une mauvaise tenue des dossiers, de l'inefficacité et de la lenteur des procédures judiciaires et d'une pénurie de juges. La mise en liberté provisoire était possible pour les personnes en attente de jugement, mais elle n'était pas systématiquement appliquée. Il existait un système de mise en liberté sous caution qui fonctionnait. Les suspects étaient souvent détenus au secret.

La loi exige qu'un avocat soit commis d'office aux accusés de crimes passible d'une peine de réclusion criminelle de dix ans ou plus. La loi ne prévoit pas que les accusés impliqués dans des affaires non criminelles aient accès à un avocat commis d'office. Bon nombre d'accusés, qu'il s'agisse d'affaires criminelles ou non criminelles, ne pouvait pas s'offrir les services d'un avocat. Les avocats commis d'office percevaient 50 000 francs CFA (91 dollars des États-Unis) par dossier, une somme si minime qu'elle dissuadait nombre d'entre eux d'accepter les prévenus indigents.

Arrestations arbitraires : Les forces de sécurité et les groupes armés ont tous deux ciblé et détenu des individus de manière arbitraire. Beaucoup d'arrestations arbitraires ont eu lieu lors de la contre-offensive lancée en janvier par les forces de sécurité et le groupe Wagner, à en croire la presse locale et les ONG. Les forces de sécurité ont procédé à l'arrestation arbitraire de 35 citoyens pendant la contre-offensive, selon le rapport conjoint publié par la MINUSCA et le HCDH en août. Thierry Savonarole Maleyombo a été arrêté en janvier à Bangui pour complicité dans la tentative de prise de pouvoir par la force de l'ancien président François Bozizé. Il a tout d'abord été détenu à Ngaragba, avant d'être transféré à l'annexe de Camp de Roux. À la fin de l'année, il demeurait en détention provisoire et aucune date n'a été avancée pour son procès. En août, le procureur de la Cour d'appel de Bambari (préfecture de la Ouaka) aurait fui la ville pour échapper aux représailles du groupe Wagner, qui selon ses dires l'accusait de collaborer avec les rebelles parce qu'il avait demandé que soit respectée la procédure régulière. Selon le procureur, les Russes procédaient souvent à des arrestations arbitraires pour interroger les détenus à la Ouaka. Des informations d'Amnesty International, d'experts de l'ONU et de la MINUSCA ont fait état d'arrestations arbitraires, de pillages de propriétés et d'autres abus commis par les FACA, des éléments du groupe Wagner et des rebelles de la CPC.

Détention provisoire : La détention provisoire constituait un problème grave, tout comme la surpopulation carcérale qui y est associée et la prolongation des dates de procès. Lors d'un discours prononcé en juillet, le président Touadéra a estimé qu'au moins 75 % des prisonniers du pays se trouvaient en détention provisoire. Il a ajouté que ce pourcentage plaçait le pays en situation d'incompatibilité par rapport aux exigences nationales et aux engagements internationaux. Les

détentions provisoires prolongées s'expliquent en partie par le manque de représentation juridique abordable et les capacités insuffisantes des organes judiciaires.

La loi dispose que la détention provisoire est possible si la peine encourue dépasse un an d'emprisonnement et si, pour les besoins de l'enquête, il est indispensable de préserver les preuves et de séparer les parties impliquées. En août, la Commission nationale des droits de l'homme a visité la prison de Mbaïki dans la préfecture de Lobaye et a constaté que seuls 8 des 40 détenus avaient été condamnés, les autres étant en détention provisoire.

Bien que la tenue des registres relatifs aux arrestations et aux détentions ait laissé à désirer, c'est la lenteur des enquêtes et du traitement des affaires qui était la principale cause des détentions provisoires prolongées. La brigade de police judiciaire chargée des enquêtes était mal formée et manquait d'effectifs, ce qui donnait lieu à un traitement très lent des affaires. Le système judiciaire n'a pas tenu les deux sessions pénales annuelles prévues par la Constitution. Certains juges y ont résisté pour des motifs de sécurité et ont exigé des émoluments en sus de leur salaire.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : Bien que la loi accorde aux détenus le droit de contester la légalité de leur détention devant les tribunaux, nombre d'entre eux n'ont pas pu, dans la pratique, exercer ce droit en raison de l'absence de services juridiques abordables et du mauvais fonctionnement du système judiciaire. Selon des experts juridiques de l'ONU, les détenus avaient de la peine à s'assurer une représentation juridique adéquate, étant donné que les avocats commis d'office étaient souvent peu enclins à défendre des détenus car ils sont perçus comme étant « difficiles » par les magistrats. Par ailleurs, les avocats commis d'office estimaient qu'ils n'étaient pas suffisamment rémunérés pour défendre des détenus.

e. Déni de procès public et équitable

Bien que la Constitution prévoie l'indépendance du pouvoir judiciaire, des acteurs politiques ont exercé une influence indue sur ce dernier. L'appareil judiciaire du pays ne s'est pas remis des attaques perpétrées en 2013 par les rebelles de la Séléka

qui ont détruit des bâtiments abritant des tribunaux et des registres judiciaires à travers le pays. En dépit d'une légère amélioration dans le nombre de juges déployés en-dehors de Bangui, dans l'ensemble, le nombre de juges restait insuffisant et entravait le bon fonctionnement des tribunaux sur tout le territoire. De nombreux juges n'étaient pas disposés à mener des procédures en-dehors de Bangui, invoquant les problèmes de sécurité, l'impossibilité de toucher leur salaire en province et le manque de bureaux et de logements. Des experts juridiques de l'ONU ont expliqué que si certaines inquiétudes d'ordre sécuritaire étaient légitimes, elles servaient parfois d'alibi pour éviter d'être envoyé dans des zones de province sous-développées et mal desservies en services sociaux, logements et autres infrastructures. Pour ce qui est des juges basés à Bangui, des organisations de plaidoyer juridique ont observé des problèmes de performance ainsi qu'une impunité en cas de mauvaise performance, en particulier pour les juges attachés aux « chambres d'instruction ». Selon des données de la section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA, à la fin du mois de janvier, 55,2 % du personnel judiciaire était présent à son poste dans l'ensemble du pays. À la fin septembre, ce pourcentage était passé à 70,6 %. Les cours d'appel pénales nationales étaient opérationnelles dans deux districts (Bouar et Bangui) sur les trois districts d'appel du pays (Bouar, Bambari et Bangui). Le tribunal militaire de Bangui a tenu sa deuxième audience en juillet et a entendu 14 affaires. Fin septembre, la cour martiale a tenu sa première session pénale à Bangui. Le tribunal militaire connaît des affaires passibles de moins de dix ans d'emprisonnement, tandis que la cour martiale est saisie d'affaires où s'appliquent des peines de 10 ans ou plus.

La corruption constituait un grave problème à tous les niveaux. Les tribunaux souffraient d'une administration inefficace, d'une sous-dotation en effectifs, d'une pénurie de personnel formé et d'arriérés de salaires. Les autorités à tous les niveaux ignoraient parfois les décisions de justice.

La Cour pénale spéciale (CPS), créée en 2015, fonctionne grâce à une participation et un soutien national et international. Elle est compétente en matière de violations graves des droits de la personne et du droit international humanitaire, notamment les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Avec l'arrivée de quatre juges internationaux et d'un procureur entre janvier et juin, et celle de

deux juges d'appel de France et d'Allemagne prévue pour la fin du mois de novembre, la cour disposait de son effectif complet de juges nationaux et internationaux.

En mai, la CPS a entendu neuf affaires impliquant des membres du groupe armé Union pour la paix en Centrafrique (UPC) qui avaient été arrêtés pour des crimes commis dans les localités d'Obo, Zémio et Bambouti dans le sud-est du pays. En septembre, la CPS avait reçu 122 plaintes, dont 24 étaient à différents stades d'enquête. En vertu d'un mandat de la CPS, 15 personnes ont également été détenues en attente de leur procès à la prison de Ngaragba et à son annexe au Camp de Roux. En septembre, la CPS a annoncé des accusations de crimes de guerre à l'encontre du chef anti-Balaka Eugène Barret Ngaïkosset.

La Commission vérité, justice, réparation et réconciliation (CVJRR) est un organe de justice transitionnelle chargé d'établir la vérité, de déterminer les responsabilités non judiciaires des violations, de créer un fonds de réparation et de promouvoir la réconciliation. En avril 2020, l'Assemblée nationale a adopté une loi portant création de la CVJRR en lui conférant un mandat de quatre ans (avec une possibilité de le prolonger à cinq ans). La loi a chargé la commission « d'enquêter, d'établir la vérité et situer les responsabilités sur des graves événements nationaux depuis le 29 mars 1959, date de la disparition du Président Fondateur Barthélémy Boganda, jusqu'au 31 décembre 2019 ». En juillet, les 11 commissaires de la CVJRR, dont cinq femmes, ont prêté serment devant les autorités nationales. La commission était présidée par Édith Douzima. Le Programme des Nations Unies pour le développement et la MINUSCA ont appuyé la CVJRR par le biais de planification stratégique et de retraites de formation en août et en septembre.

Le 16 février, le procès d'Alfred Yekatoum et Patrice-Édouard Ngaïssona pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité s'est ouvert à la Cour pénale internationale (CPI). L'accusation a alors commencé la présentation des preuves contre M. Yekatoum et M. Ngaïssona, tous deux anciens chefs anti-Balaka. Le 24 janvier, les autorités ont remis à la CPI Mahamat Saïd Abdelkani, ancien commandant de la Séléka, et sa comparution initiale devant la Cour pour répondre des accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité a eu lieu les 28 et 29 janvier. La CPI a tenu une audience du 12 au 14 octobre pour confirmer les accusations contre M. Abdelkani. En 2014, le gouvernement a saisi la CPI de la

situation dans le pays et les enquêtes se sont poursuivies au cours de l'année.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution et la loi prévoient le droit à un procès public et équitable, mais ce droit n'a pas toujours été respecté. La loi présume que les accusés sont innocents tant qu'ils ne sont pas reconnus coupables, exige que les procès soient publics et stipule que les accusés indigents condamnés à des peines de dix ans ou plus dans des affaires criminelles ont le droit de consulter un avocat commis d'office. Les procès au pénal sont assurés par des juges et jurés sélectionnés à partir de listes dressées par des magistrats de cours d'appel. Les accusés ont le droit de présenter des témoins et des éléments de preuve à décharge, d'interroger les témoins et d'interjeter un appel. Ils ont également le droit d'être informés promptement et en détail des accusations retenues contre eux (et d'obtenir des services d'interprétation gratuits, si besoin est) à tous les stades de la procédure judiciaire, de bénéficier des délais et des locaux nécessaires à la préparation de leur défense, et de ne pas être forcés à témoigner ou à avouer leur culpabilité. Tout accusé ne parlant pas l'une des principales langues du pays, à savoir le français et le sango, a le droit de bénéficier d'un interprète. Si ce droit n'est pas respecté, l'accusé a le droit de faire appel de la décision rendue par la cour. Les autorités n'ont pas toujours respecté ces droits.

Il n'existe pas de mécanisme protégeant les victimes et les témoins contre l'intimidation et l'insécurité dans le système judiciaire pénal ou civil, à l'exception d'un nouveau programme de protection des victimes au sein de la CPS. La protection des témoins était un problème majeur dans le contexte pénal. En conséquence, les victimes, qui vivaient souvent côte à côte avec les auteurs des violations, hésitaient à témoigner contre ces derniers, car rien ne garantissait leur sécurité ni une procédure judiciaire crédible.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun cas de prisonniers ou de détenus politiques n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

La Constitution garantit l'indépendance du pouvoir judiciaire en matière civile,

mais les citoyens n'avaient qu'un accès limité aux tribunaux pour intenter des poursuites en dommages et intérêts suite à une violation des droits de la personne ou pour demander la cessation d'une violation à cet égard. Les tribunaux civils, qui sont rattachés aux tribunaux correctionnels, ont siégé en sessions ordinaires.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La loi interdit les perquisitions de domicile sans mandat au cours des enquêtes préliminaires, sous réserve de dispositions légales autorisant les perquisitions avec le consentement de l'accusé. Une fois que l'affaire est instruite par un juge d'instruction, la présence de l'accusé ou d'un témoin est suffisante. Toutefois, le gouvernement n'a pas toujours respecté cette obligation. Par exemple, au début du mois de janvier, l'ancien ministre Thierry Savonarole Maleyombo, également cadre supérieur du parti Kwa na Kwa de l'ancien président François Bozizé, a été arrêté à Bangui après une perquisition de son domicile. Selon son avocat Me Crépin Mboli Goumba, M. Maleyombo a été arrêté car il était soupçonné d'héberger des individus armés pro-Bozizé dans son hôtel, utilisé comme base arrière. Selon Me Mboli Goumba, les autorités n'ont pas présenté de mandat à M. Maleyombo.

g. Violations liées aux conflits

De nombreuses sources ont rapporté des violations graves des droits de la personne et du droit international humanitaire dans tout le pays, du fait des FACA, des éléments du groupe Wagner et des groupes armés. Les violations signalées comprenaient des exécutions illégales, des actes de torture, des disparitions, des viols, des mariages forcés, des pillages, la destruction de biens, le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats par des groupes armés et la perturbation de l'accès humanitaire.

Entre juillet 2020 et juin, un rapport publié conjointement par le Bureau des droits de l'homme de l'ONU et la MINUSCA a enregistré 526 cas de violations et d'abus des droits de la personne et du droit international humanitaire à travers le pays, touchant 1 221 victimes, dont 144 civils. Des groupes armés affiliés à la CPC étaient responsables de 286 de ces incidents (54 %), alors que 240 d'entre eux

(46 %) étaient le fait des FACA, des forces de sécurité nationales et d'autres membres du personnel de sécurité, y compris des éléments du groupe Wagner. Les violations comprenaient des exécutions sommaires et extrajudiciaires, des actes de torture et des mauvais traitements, des arrestations et détentions arbitraires, des violences sexuelles en situation de conflit et des violations graves des droits de l'enfant. Le rapport a attribué la responsabilité d'enlèvements, d'attaques contre des casques bleus et de pillages de locaux d'organisations humanitaires aux rebelles de la CPC.

Exécutions extrajudiciaires : En juin, 14 personnes ont été tuées et deux ont été grièvement blessées dans des affrontements intercommunautaires entre éleveurs peuls et agriculteurs locaux dans la préfecture de Bamingui-Bangoran. Les rebelles de 3R, le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), l'UPC, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et des groupes armés anti-Balaka ont pris part à des exécutions de civils en lien avec le conflit armé. De plus, des sources ont indiqué qu'après avoir créé la CPC fin 2020, ces groupes armés ont commis une série d'attaques ayant entraîné la mort de civils et le pillage d'habitations et de propriétés privées.

Le 4 septembre, la CPS a confirmé l'arrestation d'Eugène Ngaïkosset, un ancien capitaine de la garde présidentielle accusé de plusieurs exécutions de civils de 2005 à 2007. Selon Human Rights Watch, son unité a été accusée d'avoir mis à feu des milliers de logements dans le nord-est et le nord-ouest du pays dans la même période, ainsi que d'autres crimes alors qu'il était chef des anti-Balaka en 2015. La CPS l'a accusé de crimes contre l'humanité.

Enlèvements : Le 24 août, trois adolescents âgés de 12 à 14 ans ont été enlevés, prétendument par des rebelles de 3R et des membres de la CPC, dans la banlieue de Bozoum, capitale de la préfecture de l'Ouham-Pende, dans le nord-ouest du pays. Les autorités locales ont déclaré que les trois otages ont été libérés sains et saufs par leurs ravisseurs tôt le lendemain matin après avoir transporté les bagages des rebelles dans la brousse. Ils ont été confiés au commandant de la gendarmerie locale pour enquête.

Mauvais traitements, châtiments et torture : Tout au long de l'année, de nombreuses sources ont indiqué que toutes les parties au conflit, y compris des

FACA, des éléments du groupe Wagner et des groupes armés rebelles, ont maltraité, agressé et violé des civils en toute impunité.

L'ONU a signalé une augmentation significative des violences sexuelles liées au conflit, associées à la détérioration de la situation sécuritaire après les élections. Entre juin et octobre, la MINUSCA a reçu des allégations concernant 118 cas de violences sexuelles liées au conflit, dont la plupart impliquaient des viols. 80 % des incidents étaient imputables aux groupes armés, 5 % aux forces nationales de défense et 7 % au « personnel de sécurité déployé de manière bilatérale et autre personnel de sécurité ». À Bangui, la MINUSCA a soutenu un refuge géré par une ONG locale afin de fournir un abri temporaire aux survivantes et survivants aux violences sexuelles et a travaillé avec l'équipe pays de l'ONU pour créer un groupe de travail afin de leur venir en aide en matière de santé, de justice et de soutien psychosocial et socio-économique. En octobre, le président Touadéra a nommé Josiane Bemaka Soui, ministre conseillère chargée de la Protection de l'enfance, comme nouveau point de contact du pays pour les violences sexuelles en situation de conflit.

Les tribunaux militaires, les cours martiales, les cours d'appel et la Cour de cassation sont compétents pour juger toute infraction commise par un militaire. Après dix ans d'inactivité, les tribunaux militaires ont repris leurs activités en juillet. Plusieurs sous-officiers et soldats ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de deux à sept ans. La plupart d'entre eux ont été reconnus coupables d'avoir abandonné leur poste pendant l'offensive de la CPC entre décembre 2020 et janvier. De plus, Arsène Laki, un commissaire divisionnaire de police, a été condamné par le Tribunal militaire permanent à deux ans de prison assortis d'une lourde amende pour avoir infligé des violences à une femme dans l'exercice de ses fonctions.

En septembre, la MINUSCA a annoncé qu'elle allait retirer son contingent de maintien de la paix du Gabon, composé de 450 casques bleus, à la suite d'allégations d'exploitation et d'abus sexuels portées contre certains membres. Le gouvernement gabonais a déclaré qu'il ouvrirait sa propre enquête sur les faits et a dépêché une équipe sur le terrain à cette fin.

Enfants soldats : Des milices armées associées aux anti-Balaka, à l'ex-Séléka, à la

CPC, à l'Armée de résistance du Seigneur et à d'autres groupes armés ont recruté par la force et employé des enfants soldats ; cependant, il n'y a pas eu de cas vérifiés indiquant que le gouvernement soutenait des factions recrutant ou employant des enfants soldats au cours de l'année. Des groupes armés ont recruté des enfants et les ont utilisés comme combattants, messagers, indicateurs et cuisiniers. Les filles étaient souvent contraintes d'épouser des combattants ou étaient utilisées comme esclaves sexuelles. L'ONU a également documenté la présence d'enfants affectés à différents postes de contrôle et barrages.

Le MPC, le FPRC et l'UPC, bien qu'ils soient signataires des procédures opérationnelles standard de l'ONU interdisant l'utilisation d'enfants soldats, ont continué à utiliser des enfants soldats. Le FPRC et l'UPC ont émis des ordres interdisant le recrutement d'enfants, mais des ONG ont signalé que ces groupes comptaient toujours des enfants.

Le pays est partie à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui interdisent d'impliquer des enfants dans les conflits armés. Par ailleurs, le 15 juin, le président Touadéra a signé le décret promulguant la loi sur la protection de l'enfance. La loi interdit et criminalise le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les groupes armés ainsi que leur exploitation à des fins sexuelles ; les personnes reconnues coupables de ces actes encourrent des peines allant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement ou aux travaux forcés. En outre, la loi établit qu'un enfant qui a combattu au sein d'une force ou d'un groupe armé est une victime et ne doit pas faire l'objet de poursuites pénales pour cette participation, et prévoit des mécanismes de réinsertion sociale pour les victimes.

Au cours de l'année, le gouvernement, l'UNICEF et diverses ONG ont collaboré avec des groupes armés pour combattre l'exploitation des enfants soldats. Le point de contact pour les questions liées aux enfants au sein de l'unité chargée du Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement a confirmé en août qu'il y avait toujours des anciens enfants soldats détenus à la prison de Ngaragba, le gouvernement n'étant pas en mesure de trouver d'autres établissements pour les abriter et les réintégrer à la société.

Veillez consulter le *Rapport annuel du département d'État sur la traite des*

personnes à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Autres violations liées aux conflits : Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a observé que l'insécurité entravait la capacité des organisations humanitaires à accéder à des zones reculées. À partir de décembre 2020, l'insécurité a provoqué la fermeture de l'axe routier principal du pays, entraînant de graves pénuries de produits de première nécessité. Le gouvernement a continué d'imposer des restrictions aux déplacements humanitaires en raison de l'insécurité et des opérations menées par les FACA et des forces connexes ont entraîné la suspension de l'aide dans les zones affectées. Les organisations humanitaires ont suspendu de manière préventive leurs opérations dans les zones de forte activité des groupes armés. De plus, l'utilisation croissante d'engins explosifs le long de routes au cours de l'année ainsi que des attaques sur des infrastructures critiques telles que des ponts ont entravé la capacité des acteurs humanitaires à emprunter les routes. Les Nations Unies ont enregistré 314 incidents affectant le personnel humanitaire entre janvier et septembre, occasionnant la mort de trois personnes et en blessant 23 autres. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a aussi fait état d'une augmentation du nombre d'attaques ciblant des travailleurs humanitaires et des services médicaux au cours de l'année et, dans son constat le plus récent, a indiqué que des établissements médicaux avaient fermé leurs portes, fonctionnaient à capacité limitée ou avaient été endommagés ou pillés lors des combats.

Section 2. Respect des libertés civiles

a. Liberté d'expression, notamment pour les membres de la presse et d'autres médias

Bien la Constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et la liberté de la presse, le gouvernement ne respectait pas toujours ces droits. La loi permet des poursuites pénales pour diffamation à l'encontre de représentants de l'État (voir la section Lois sur la diffamation et la calomnie ci-dessous).

Liberté d'expression : Les discussions et débats politiques publics étaient généralement exempts de l'influence des autorités de l'État. Les débats politiques

publics, appelés *patara*, étaient diffusés sur des stations de radio privées à Bangui et dans la plupart des chefs-lieux de province. La liberté d'expression était entravée dans les zones contrôlées par des groupes armés, en raison du risque de représailles.

Liberté d'expression pour les membres de la presse et d'autres médias, y compris les médias en ligne : Les médias indépendants étaient actifs et ont exprimé une grande variété d'opinions, avec certaines restrictions. Toute la presse écrite du pays appartenait à des entités privées. La radio était le moyen de communication de masse le plus important. Outre la chaîne de radio publique, il existait d'autres stations. Les chaînes de radio indépendantes fonctionnaient librement et organisaient des débats et des émissions faisant intervenir des auditeurs critiques à l'égard du gouvernement, du processus électoral, des milices de l'ex-Séléka et des anti-Balaka, de la CPC et des éléments du groupe Wagner. Des radios internationales diffusaient leurs émissions dans le pays. Le Haut Conseil de la communication est l'organe chargé de réglementer le contenu des informations diffusées ou publiées dans les médias. Les candidats politiques de l'opposition ont affirmé que les médias publics avaient favorisé le gouvernement en place pendant la campagne électorale présidentielle. Le gouvernement ayant le monopole des émissions de télévision et de radio publiques, le contenu était généralement favorable à son point de vue.

Censure ou restrictions sur le contenu : Après le décret du 21 janvier instaurant l'état d'urgence, le 16 février, le ministère des Postes et Télécommunications a bloqué l'accès à deux journaux en ligne, *corbeaunews-centrafrique.com* et *letsunami.net*. Tous deux étaient accusés de diffuser des discours de haine, de la désinformation et des « *fake news* » sur les réseaux sociaux. Selon Reporters sans frontières, bien que le ministère n'ait pas cité de sujet spécifique dans son interdiction, Alain Nzilo, directeur de publication de *Corbeau News*, et Édouard Yamalet, éditeur du *Tsunami*, ont affirmé que leurs publications en ligne ont été interdites en raison de leur couverture des abus commis par les éléments du groupe russe Wagner.

Lois sur la diffamation et la calomnie : Le 25 mai, la Cour de justice de Bangui a condamné Jean Serge Wafio par contumace à quatre ans d'emprisonnement pour des allégations de diffamation, d'outrage et d'injures publiques à l'encontre du

Premier ministre de l'époque, Firmin Ngrébada. En outre, la Cour a ordonné à M. Wafio de verser à M. Ngrébada cinq millions de francs CFA (9 090 dollars des États-Unis) en dommages et intérêts et 300 000 francs CFA (545 dollars des États-Unis) en frais de tribunaux. M. Wafio, président du Parti démocratique centrafricain, résidait en France. Dans une déclaration faite le 9 avril sur un réseau social, ce dernier a accusé M. Ngrébada, alors Premier ministre, de tentatives d'assassinat par empoisonnement de ses opposants politiques, y compris Simplicie Mathieu Sarandji, du Mouvement des cœurs unis (MCU). Ce dernier était le prédécesseur de M. Ngrébada. Selon Me Zoumaldé, l'avocat de M. Ngrébada, la cour a également émis un mandat d'arrêt contre M. Wafio, lui interdisant d'exercer ses droits civils et politiques, y compris la possibilité d'occuper une fonction publique pour les dix prochaines années. M. Wafio peut faire l'objet d'une application de ce mandat à tout moment s'il rentre dans le pays. De nombreux observateurs ont estimé que cette décision était motivée par des considérations politiques. Dans une autre affaire, le journaliste Landry Ulrich Nguéma Ngokpélé a été arrêté en juin, à la suite d'une plainte déposée par le président d'une ONG locale, Harouna Douamba. La plainte porte sur un article paru en 2018 dans *Le Quotidien de Bangui*, la publication de M. Ngokpélé, alléguant que M. Douamba avait escroqué les autorités gouvernementales. M. Ngokpélé a été libéré en juin après un tollé de la société civile, mais il a ensuite été arrêté à nouveau pour des accusations de sécurité nationale pour des liens présumés avec le groupe armé CPC.

Impact extra-gouvernemental : La liberté d'expression était entravée dans les zones contrôlées par des groupes armés, en raison du risque de représailles.

Liberté d'accès à internet

Dans un cas, le gouvernement a restreint le contenu en ligne (voir ci-dessus « Censure ou restrictions sur le contenu »). Il n'y a pas eu de signalements crédibles selon lesquels le gouvernement aurait surveillé ou restreint les communications privées en ligne.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Aucune information reçue n'a indiqué que le gouvernement limitait la liberté

d'enseignement ou les manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La loi garantit la liberté de réunion et d'association pacifiques, mais les pouvoirs publics n'ont pas toujours respecté la liberté d'association.

Liberté de réunion pacifique

Au cours de l'année, le gouvernement a rejeté plusieurs demandes de manifestation de groupes de la société civile, y compris E Zingo Biani, invoquant l'insécurité régnant à Bangui, et a dispersé les manifestants. Le gouvernement a toléré des manifestations organisées par des groupes plus proches du régime. Par exemple, en mai, plusieurs milliers de personnes, dont la plupart appartenaient à des groupes associés au parti MCU du président Touadéra, ont défilé à travers Bangui pour dénoncer les propos prononcés sur Radio France Internationale par Mankeur Ndiaye, Représentant spécial du Secrétaire général, qui affirmait que la solution à la crise serait avant tout diplomatique et non militaire. Les forces de sécurité ne les ont pas stoppés.

Liberté d'association

La loi interdisant aux organisations non enregistrées de s'organiser à des fins de plaidoyer politique est restée en vigueur. Toutes les organisations politiques doivent s'enregistrer auprès du ministère de l'Administration.

Le Constitution consacre le droit à la liberté d'association pour les citoyens et ressortissants étrangers, y compris le droit de fonder des ONG, des partis politiques ou des groupes religieux. La loi définit une ONG comme étant une association à caractère non discriminatoire, apolitique et à but non lucratif, ayant pour but de mener des activités d'intérêt public en vue d'apporter son concours à l'atteinte des objectifs de développement durable. Les partis politiques sont des organisations qui préparent des candidats à concourir aux élections.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

d. Liberté de circulation et le droit de quitter le pays

La Constitution garantit la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement ; les pouvoirs publics n'ont cependant pas toujours respecté ces droits.

Déplacements à l'intérieur du pays : Il était extrêmement dangereux de se déplacer à l'intérieur du pays à cause des groupes armés, de la criminalité et des éléments du groupe Wagner. Forces gouvernementales, éléments du groupe Wagner, groupes armés et criminels ont tous fréquemment fait usage de points de contrôle illégaux pour extorquer des fonds. De plus, compte tenu du nombre important de points de contrôle illégaux tenus par la police, la gendarmerie, les douanes, les FACA et les groupes armés, il était difficile de se déplacer librement entre Bangui et les villes de province. Des signalements ont indiqué que les membres du groupe ethnique peul ont fait l'objet d'un traitement particulièrement abusif et d'une surveillance accrue à beaucoup de points de contrôle.

Déplacements à l'étranger : Entre mars et mai, le procureur de Bangui a émis des interdictions de voyage à l'encontre des figures de l'opposition suivantes : Anicet-Georges Dologuélé, Martin Ziguélé, Karim Meckassoua et Aurélien Simplicie Zingas. La police des frontières a appliqué cette décision en empêchant trois de ces derniers de monter à bord d'avions à l'aéroport international de Bangui entre les mois de mars et de juin. Monsieur Zingas a contesté la décision devant le tribunal administratif de Bangui. Le 25 mai, dans son jugement en première instance, le tribunal a ordonné la levée des mesures et la restitution de ses documents de voyage.

e. Statut et traitement des déplacés internes

En octobre, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a estimé à 722 000 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit armé. Les intervenants humanitaires ont fourni une aide aux déplacés internes et aux personnes de retour au pays et ont promu le retour volontaire dans de bonnes conditions de sécurité, la réinstallation et l'intégration locale des déplacés internes. Le gouvernement a travaillé avec les Nations Unies et la communauté humanitaire dans son ensemble pour le retour sûr

et volontaire des déplacés internes et des réfugiés par le biais d'un groupe de travail sur les solutions durables. Le gouvernement a adopté et suivi les principes humanitaires concernant les personnes revenues au pays. Même si aucun retour forcé n'a été signalé, des expulsions forcées, notamment en juin à Bambari (voir ci-dessous), ont été rapportées. Plusieurs sources ont fait état de situations où les forces gouvernementales et les éléments du groupe Wagner ont empêché les organisations humanitaires de fournir des services aux civils, y compris aux personnes déplacées. Depuis le mois d'avril, des incidents impliquant des engins explosifs dans l'ouest du pays ont causé la mort de civils et de travailleurs humanitaires et ont entravé l'accès humanitaire, poussant les organes de l'ONU et les acteurs humanitaires à restreindre les déplacements. Même après être arrivés en lieu sûr, les déplacés internes couraient souvent le risque d'être attaqués par des individus affiliés aux groupes armés s'ils s'aventuraient en-dehors des camps. Les femmes et les filles étaient fréquemment exposées au risque de violences sexuelles à l'intérieur comme à l'extérieur des camps de déplacés internes. Dans de nombreux endroits, un manque d'accessibilité et l'insécurité limitaient la fourniture d'aide humanitaires. De juin à août, les ONG humanitaires internationales n'avaient qu'un accès limité aux populations au sud de la ville d'Alindao en raison d'opérations militaires. Lors que les opérations ont diminué en fréquence en septembre, les ONG internationales ont pu desservir les populations affectées. La présence de groupes armés a également retardé ou empêché le déploiement d'activités humanitaires. Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), plus de 8 500 personnes, majoritairement peules, abritées dans un camp de déplacés internes dans la ville de Bambari, au centre du pays, ont été déplacées de force le 4 juin par des hommes en armes. La division des droits de la personne de la MINUSCA a rapporté qu'il s'agissait de FACA et d'éléments du groupe Wagner. Deux jours plus tard, les lieux ont été incendiés dans des circonstances encore non élucidées. Disposant de capacités extrêmement limitées, le gouvernement s'en est remis à la MINUSCA pour assurer la protection et aux acteurs humanitaires pour prodiguer un éventail de services aux déplacés internes. Les organisations humanitaires demeuraient inquiètes du fait que des membres de groupes armés continuaient de se dissimuler dans camps, menant des activités de recrutement et mettant en danger les personnes déplacées et le personnel humanitaire. Les besoins humanitaires se sont accrus sous l'effet de la violence et ont dépassé les capacités existantes. Le Bureau des Nations Unies

pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a estimé que 2,8 millions de quelque cinq millions d'habitants du pays avaient besoin d'aide humanitaire et de protection. Des problèmes de sécurité liés à la criminalité, ainsi qu'aux activités des groupes armés, des FACA et du groupe russe Wagner, ont empêché les organisations humanitaires d'opérer dans certaines régions, en particulier dans le nord-ouest.

f. Protection des réfugiés

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile et aux autres personnes en situation préoccupante.

Droit d'asile : En raison des conflits internes, il était difficile pour le pays d'assurer de manière régulière la sécurité et la protection des personnes à l'intérieur de ses frontières. La législation prévoit l'octroi de l'asile et du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un système visant à assurer la protection des réfugiés. Les personnes ayant fui leur pays d'origine qui présentaient des antécédents judiciaires ont cependant été immédiatement rapatriées.

Solutions durables : Le HCR a repris les retours volontaires de réfugiés centrafricains vivant en République démocratique du Congo, dont un grand nombre avaient fui en traversant l'Oubangui pendant les violences de 2013. Un premier groupe de 250 personnes a été accueilli au Port Amont de Bangui à l'occasion d'une cérémonie présidée par le Premier ministre Henri Dondra le 22 octobre.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution donne aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement lors d'élections périodiques libres et justes tenues à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal. Les réfugiés rentrés au pays après l'expiration du délai d'enregistrement des électeurs ainsi que les quelque 200 000 potentiels électeurs se trouvant encore à l'extérieur du pays se sont vu refuser le droit de participer aux élections présidentielles et législatives de décembre 2020.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : Dans beaucoup d'endroits du pays, des groupes armés ont interféré avec l'enregistrement des électeurs et la distribution de matériel électoral avant et pendant les élections présidentielles et législatives de fin décembre 2020. Le jour des élections, les menaces et violences des groupes armés ont empêché des citoyens de voter dans 26 des 68 districts électoraux et ont interrompu le vote dans six autres. Le nombre exact d'électeurs enregistrés n'ayant pas pu voter en raison d'interférence des groupes armés n'était pas connu. La plupart des violences survenues autour des élections ont été perpétrées par des groupes armés affiliés à la CPC. Il n'a pas été signalé que des acteurs de la sécurité gouvernementale aient tenté d'interférer avec les élections ou d'empêcher la population de voter. Le gouvernement n'a pas essayé d'empêcher les personnes admissibles de s'inscrire sur les listes électorales, mais les groupes armés y ont fait obstacle.

Les observateurs électoraux et les ONG ont constaté une participation importante à Bangui. Certains médias ont rapporté que des menaces de violences ont découragé la participation dans beaucoup d'autres endroits. Les ONG observatrices ont fait état d'irrégularités dans les lieux de vote ayant pu ouvrir, en particulier un manque d'encre indélébile et de bulletins pour les législatives à certains endroits. Elles ont également fait remarquer que certains électeurs ont été autorisés à voter sans carte d'identité mais munis d'un certificat délivré par l'Autorité nationale des élections. Certains candidats et dirigeants de l'opposition, y compris Anicet-Georges Dologuélé, Martin Ziguélé et Mahamat Kamoun, ont affirmé qu'il y avait des cas de fraude électorale. L'Observatoire national des élections, une ONG locale, a déclaré que les irrégularités constatées n'ont pas porté atteinte à la crédibilité générale des élections. La mission d'observation électorale de l'Union africaine a indiqué que le processus de vote à Bangui avait respecté le Code électoral de la République centrafricaine et les normes internationales. Les résultats des élections ont été annoncés début janvier.

Participation des femmes et des membres de minorités : Il n'existe pas de lois limitant la participation des femmes et des minorités au processus politique, et celles-ci y ont participé activement. ONU Femmes, cependant, a constaté que les mentalités traditionnelles et les pratiques culturelles limitaient la capacité des femmes à participer à la vie politique au même titre que les hommes. La

discrimination sociétale et juridique envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexes (LGBTQI+) a empêché ces derniers de défendre efficacement leurs intérêts sur le plan politique (voir la section 6 « Actes de violence, criminalisation et autres violations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre »). La loi exige que dans toutes les institutions publiques et privées, 35 % des sièges soient réservés aux femmes. Cette disposition n'a pas été respectée. Sur les 32 ministres du gouvernement du président Touadéra, sept étaient des femmes, soit une augmentation de 5 % par rapport à son gouvernement précédent, ce qui reste en-deçà des exigences de la loi. Il en va de même pour les partis politiques, qui n'ont pas atteint l'objectif de 35 % sur leurs listes lors des élections législatives de 2020. Il y avait 17 femmes parmi les 133 membres de l'Assemblée nationale, soit une augmentation de 5 % par rapport à la législature précédente. La loi interdit également la discrimination fondée sur le genre et prévoit la création d'un Observatoire national de la parité hommes/femmes afin de veiller au respect de la loi. En fin d'année, cet observatoire n'avait pas été mis en place.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

Bien que la loi prévoie des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à son application et les fonctionnaires se sont souvent livrés à des actes de corruption en toute impunité. La corruption et le népotisme étaient des phénomènes depuis longtemps omniprésents dans toutes les branches du gouvernement. La faiblesse des capacités gouvernementales a limité encore davantage les tentatives de s'attaquer pleinement au problème de la corruption dans le secteur public. Il a été fait état de nombreux cas de corruption au sein du gouvernement pendant l'année.

Corruption : La corruption et les pots-de-vin demeuraient des pratiques courantes. En avril, le président Toudéra a signé un décret limogeant Régis Lionel Privat Dounda, le ministre de la Jeunesse et des Sports. Ce dernier aurait été impliqué, selon un rapport publié par l'Inspection générale d'État, dans une affaire de corruption liée à une compagnie pétrolière camerounaise.

Les lois et procédures régissant l'attribution de contrats d'extraction de ressources naturelles et assurant la transparence des informations relatives à ces marchés n'ont pas été respectées. La Cour constitutionnelle a également demandé que le gouvernement divulgue les conditions des concessions minières. Cette demande est restée lettre morte. La Haute autorité chargée de la bonne gouvernance, l'entité gouvernementale chargée de la surveillance, n'a pas la compétence de lancer des enquêtes sans autorisation préalable du président et de Premier ministre.

Section 5. Posture du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les atteintes présumées aux droits de la personne

Des groupes nationaux et internationaux de défense des droits de la personne ont globalement fonctionné sans restriction de la part des autorités ; ils ont mené leurs enquêtes et publié leurs conclusions sur des affaires de violations et atteintes aux droits de la personne. Les responsables gouvernementaux se sont généralement montrés coopératifs et réceptifs.

Organismes publics de défense des droits de la personne : La Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales est habilitée, en tant qu'organisme indépendant, à enquêter sur les plaintes ainsi qu'à convoquer des témoins et exiger la production de documents. En mars, la commission a enquêté sur les conditions de vie dans les prisons de Ngaragba et de Mbaïki. La commission a publié ses conclusions dans la presse locale.

Section 6. Discrimination et violences sociétales

Femmes

Viol et violences familiales : Les violences physiques et sexuelles, sous toutes leurs formes, sont punies par la loi, tout comme l'exploitation sexuelle. La loi interdit le viol de toute personne, quel que soit le genre, sans spécifiquement interdire le viol conjugal. Le viol est passible d'une peine de prison assortie de travaux forcés, bien que la loi ne précise pas de peine minimale. Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace.

La sécurité des femmes et des filles continuait d'être menacée par les violences familiales, le viol et l'esclavage sexuel que des groupes rebelles armés leur faisaient subir, ainsi que par la violence sexuelle utilisée de manière délibérée comme une tactique de guerre. Les agresseurs jouissaient d'une grande impunité.

Bien que la loi n'aborde pas spécifiquement la violence conjugale, elle interdit les actes de violence à l'encontre de toute personne en prévoyant des peines allant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement et interdit toute forme de violence à l'encontre des femmes. Les violences familiales contre les femmes étaient monnaie courante, y compris la violence physique et verbale ou encore le viol conjugal. Il n'a été fait état d'aucune poursuite pour violence familiale au cours de l'année pour, même si beaucoup de tribunaux n'étaient pas opérationnels pendant une grande partie de l'année en raison de l'instabilité dans le pays. Selon l'*Enquête en grappes à indicateurs multiples* (MICS) réalisée par l'UNICEF en 2006, près de 45 % des femmes ont subi des violences physiques de la part de leur mari ou d'un de leurs proches, 52 % ont été victimes de violences verbales et 32 % ont été violées.

Les femmes et les filles ont été particulièrement touchées par des taux élevés de violences sexuelles liées au conflit. Des décennies de troubles et de traditions et pratiques culturelles néfastes ont exacerbé les violences sexistes, en particulier le viol, le mariage forcé et les violences familiales. Les survivantes et survivants aux violences sexuelles subissaient une discrimination et le gouvernement n'était pas en mesure de leur fournir des soins adéquats, y compris des services médicaux et sociaux. Les violences sexuelles commises par des acteurs armés augmentaient le risque de propagation du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles. À Bangui, Médecins sans frontières a observé une augmentation significative des cas de violences sexuelles liées au conflit, le nombre de consultations liées à de telles attaques dans son centre Tongolo à Bangui étant passé de 173 en décembre 2020 à 421 en février. Des ONG locales comme l'Association nationale d'appui aux femmes et jeunes filles libres, victimes de violence sexuelle en situation de détresse, Les Flamboyants et le Projet Nengo (qui signifie « dignité » en sango, la langue prédominante dans le pays) ont porté assistance aux victimes de violences sexuelles.

L'augmentation des cas de violences sexuelles a coïncidé avec une augmentation de l'activité des groupes armés et des affrontements entre les rebelles de la CPC et

les FACA à partir de décembre 2020. Entre janvier et juin, le Bureau des droits de l'homme de la MINUSCA a documenté 131 incidents de violence sexuelle liés au conflit, dont 115 viols. Dix-neuf de ces cas impliquaient les forces de sécurité gouvernementales et des éléments du groupe Wagner, alors que 112 impliquaient des rebelles de la CPC. Par exemple, pendant la période électorale, les rebelles de 3R et anti-Balaka ont pris le contrôle de la ville de Bouar dans la préfecture de Nana-Mambéré. La MINUSCA a enregistré 21 cas de viols liés à ce seul incident.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi interdit les mutilations génitales féminines ou l'excision (MGF/E) des femmes et des filles et prévoit des peines de deux à cinq ans de prison assortis d'une amende. Lors que les MGF/E entraînent la mort de la victime, les peines peuvent aller jusqu'à la perpétuité assortie de travaux forcés et d'une amende importante.

Près d'un quart des filles et des femmes avaient subi des MGF/E, cette proportion variant selon le groupe ethnique et la région. 1 % des filles âgées de 10 à 14 ans ont subi des mutilations. La prévalence des MGF/E et le soutien à cette pratique semblaient être en déclin, selon les données les plus récentes, datant de 2018. Aucune information n'a pu être trouvée pour expliquer cette tendance.

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel est interdit par la loi mais celle-ci n'était pas appliquée de manière efficace par les pouvoirs publics et ce problème était répandu. La loi ne prévoit pas de sanctions spécifiques pour cette infraction. En août, l'Assemblée nationale a adopté une loi sur la prévention du harcèlement sexuel au travail.

Droits génésiques : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés pratiqués par les autorités gouvernementales. Les données disponibles les plus récentes sur la santé génésique proviennent d'enquêtes de 2019. Selon l'édition 2018-2019 du rapport sur les résultats de l'enquête MICS publié par l'UNICEF, 82 % des femmes, et 89 % des filles âgées de 15 à 19 ans n'utilisaient pas de contraception. Les individus ont le droit de décider de manière libre et responsable du nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir, de quand ils souhaitent les avoir et de leur espacement. La loi autorise l'avortement pour les grossesses résultant d'un viol. L'enquête MICS 2010 a indiqué que le taux d'avortement était de 7 % chez les femmes âgées de 15 à 45 ans.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, le taux de mortalité maternelle était de 829 pour 100 000 naissances vivantes. Le principal facteur contribuant à ce taux élevé de mortalité maternelle était le manque d'accès à des soins de santé adéquats. Selon les dernières données en date du ministère de la Santé, datant de 2019, le pays comptait 873 établissements de santé, dont environ 52 hôpitaux. 50 % de ces établissements étaient de petits cabinets médicaux, souvent ruraux, et 44 % étaient des cliniques. La plupart des établissements de santé recevaient des médicaments, des fournitures et d'autres formes de soutien de la part d'organisations humanitaires, notamment des organes de l'ONU, du CICR et de Médecins sans frontières.

Seulement 19 % des femmes ont déclaré avoir reçu un suivi prénatal lors de leur dernière grossesse (MICS 2018-2019). Le taux de natalité était élevé, à 6,4 enfants par femme (MICS 2018-2019), et 43 % des femmes ont déclaré avoir eu un enfant avant l'âge de 18 ans (MICS 2018-2019). Le manque d'éducation sexuelle et reproductive contribuait aux grossesses précoces chez les filles, lesquelles sont plus fréquentes dans les zones rurales que dans les zones urbaines (MICS 2010). En 2006, seulement 53 % des naissances ont été assistées par du personnel de santé qualifié (83 % dans les zones urbaines contre 35 % dans les zones rurales). Les données de l'enquête MICS 2018-2019 ont indiqué que le taux de mortalité infantile était de 100 pour 1 000 naissances vivantes et que 53 % des accouchements étaient assistés.

Le gouvernement a travaillé en étroite collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations et la MINUSCA pour former et déployer l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR). L'UMIRR a ouvert un nouveau bureau à Bouar en septembre pour desservir les victimes de violences sexuelles dans la région nord-ouest du pays. Concernant la prise en charge clinique du viol dans le pays, la contraception d'urgence n'était pas disponible à grande échelle pour les femmes. (Voir la sous-section « Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) » pour de plus amples informations).

Les problèmes de santé et d'hygiène menstruelles ont eu un impact considérable sur la capacité des filles à aller à l'école. Ce sont des obstacles socio-économiques, plutôt que des politiques explicites, qui empêchaient souvent les filles enceintes de

fréquenter l'école.

Discrimination : La loi officielle n'exerce pas de discrimination à l'égard des femmes dans les domaines de l'héritage et des droits de propriété, mais le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi formelle de manière efficace et des lois coutumières discriminatoires primaient souvent sur le droit formel. Les droits que la loi confère aux femmes en matière d'héritage n'étaient souvent pas respectés, notamment en milieu rural. Les femmes faisaient l'objet d'une discrimination économique et sociale. Le droit coutumier ne reconnaît pas les femmes célibataires, divorcées ou veuves, y compris celles qui sont mères, comme chefs de famille. Aux termes de la loi, les femmes et les hommes ont droit aux allocations familiales accordées par l'État, mais plusieurs groupes de défense des femmes se sont plaints du manque d'accès des femmes à ces allocations.

Violences et discriminations raciales ou ethniques systémiques

Les éleveurs nomades peuls étaient souvent victimes de violence. Ils étaient souvent pris pour cibles parce qu'ils étaient propriétaires de bétail et ils ont continué de souffrir de manière disproportionnée des troubles civils dans le nord et le nord-ouest du pays. Les Peuls étaient souvent perçus comme des étrangers en raison de leurs parcours migratoires transnationaux. Ils étaient également assimilés aux groupes armés affiliés à la CPC qui prétendaient défendre les intérêts des Peuls. Des homicides à caractère ethnique se sont souvent produits en lien avec les mouvements de transhumance, un moyen de subsistance majeur pour les Peuls. Ces dernières années, les éleveurs nomades peuls se sont armés pour repousser les attaques d'agriculteurs mécontents de la présence de troupeaux paissant sur leurs terres. Les mouvements de transhumance ont entraîné des conflits entre les éleveurs peuls/foulanis musulmans, les communautés d'agriculteurs musulmans et les communautés d'agriculteurs chrétiens. Ces conflits se sont atténués pendant la saison des pluies et se sont intensifiés avec la reprise des mouvements de bétail pendant la saison sèche.

Des affrontements intercommunautaires ont également eu lieu en juin entre des éleveurs peuls et des agriculteurs locaux dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, dans le village de Tiri, près de Ndélé. Compte tenu du conflit en cours dans le pays, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour enquêter sur ces meurtres ou

poursuivre les auteurs, comme dans bien d'autres cas.

Les dirigeants de la communauté peule ont rapporté que des éléments des FACA et du groupe Wagner ont ciblé sans discernement des civils peuls lors d'opérations militaires contre les rebelles de 3R dans l'ouest du pays. Des sources de la communauté internationale ont estimé que le déplacement par le gouvernement de 8 000 personnes déplacées (majoritairement peules) d'un camp à Bambari en juin était un cas de déplacement forcé (voir également la section 1.e. « Déplacés internes »).

Les conflits entre groupes armés dégénéraient parfois en violences ethniques, comme l'illustre le conflit entre les ethnies goula et rounga à Birao. Au fil de l'année, plusieurs actes de violence ont été constatés entre les groupes ethniques rounga et goula. Les violences entre les groupes se sont poursuivies à Birao et se sont étendues jusqu'à Ndélé.

Le gouvernement ne disposait pas de programmes pour agir sur les facteurs à l'origine de préjugés ethniques.

Populations autochtones

Traditionnellement, les Baakas, qui habitent dans la forêt, y compris leurs enfants, ont souvent été contraints à effectuer des travaux agricoles, ménagers et autres. Ils étaient réduits à l'esclavage par des membres d'autres groupes ethniques locaux. Même lorsqu'ils étaient rémunérés pour leur travail, leurs salaires restaient très inférieurs à ceux prévus par le Code du travail et à ceux versés aux membres des autres ethnies. Certaines ONG ont décrit les Baakas comme des « citoyens de seconde zone ».

La grande majorité des Baakas n'avaient pas d'acte de naissance et, par conséquent, ne pouvaient pas s'inscrire comme candidats ou voter lors des élections. L'inscription à l'école était également un problème. Les Baakas, en particulier les femmes, étaient fréquemment exploités et contraints à la servitude ou forcés à travailler de longues heures pour des salaires « en nature » : tissu ou articles domestiques. L'accès aux soins de santé, en particulier les soins prénatals, était insuffisant et beaucoup de femmes baakas accouchaient dans la forêt et non dans des cliniques ou autres établissements médicaux. Un centre local de défense

des droits de la personne, coparrainé par le Fonds mondial pour la nature (WWF), employait un avocat qui aidait les Baakas dans leurs démarches judiciaires. À ce jour, trois individus ont été reconnus coupables d'exploitation envers les Baakas.

Enfants

Enregistrement des naissances : La citoyenneté s'obtient par la naissance sur le territoire national ou se transmet par l'un des parents ou par les deux.

L'enregistrement des naissances était moins fréquent dans les régions du pays où l'administration gouvernementale est peu présente. Les parents ne procédaient pas toujours immédiatement à l'enregistrement des naissances pour diverses raisons, notamment le délai d'enregistrement fixé à un mois, le coût ou encore l'éloignement géographique des services administratifs. Beaucoup de citoyens ont perdu leur acte de naissance et leurs documents d'état civil au cours du conflit. Les enfants non déclarés n'avaient pas toujours accès à l'éducation ou aux autres services sociaux. Au cours de l'année, des ONG ont fourni une assistance pour des démarches d'état civil. En juillet, le Conseil norvégien pour les réfugiés a organisé des audiences mobiles avec des tribunaux dans la ville d'Alindao pour délivrer des actes de naissance à des enfants dans le besoin. Cette initiative a permis de doter plus de 3 000 enfants âgés de 6 à 13 ans de documents d'identité.

Éducation : L'école est obligatoire de 6 à 15 ans. L'école est gratuite mais les familles doivent s'acquitter du coût des manuels, des fournitures et du transport. Peu d'enfants baakas fréquentaient l'école primaire. Les pouvoirs publics ne déployaient pas d'efforts notables pour améliorer le taux de scolarisation des Baakas.

Maltraitance d'enfants : La loi interdit la maltraitance des enfants de moins de 15 ans par leurs parents. L'UMIRR est l'entité gouvernementale chargée d'enquêter sur les violences faites aux femmes et aux enfants.

Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé : La loi fixe l'âge minimum du mariage civil à 18 ans. Selon un rapport publié par l'UNICEF en 2018, 68 % des filles étaient mariées avant l'âge de 18 ans et plus d'un quart avant l'âge de 15 ans. Le mariage précoce était plus courant au sein des communautés musulmanes. Au cours de l'année, certaines sources ont signalé que des fillettes

avaient été mariées de force à des membres de l'ex-Séléka et des anti-Balaka. Le gouvernement n'a pas pris de mesures pour traiter le problème du mariage forcé.

Exploitation sexuelle des enfants : En juin, le gouvernement a promulgué le Code de la protection de l'enfant, qui punit d'une peine de perpétuité et d'une lourde amende la traite de personnes impliquant des mineurs. L'âge du consentement aux rapports sexuels est fixé à 18 ans. Des groupes armés ont commis des violences sexuelles sur des enfants et utilisé des filles comme esclaves sexuelles (voir la section 1.g.). De janvier à juin, la MINUSCA a documenté 84 cas de viols d'enfants liés au conflit. En juin, le directeur adjoint de l'école des Castors filles à Bangui a été arrêté et placé en détention pour le viol d'une fille de 12 ans.

Enfants déplacés : Les enfants ont été disproportionnellement affectés par les déplacements forcés liés au conflit. Selon les estimations de l'UNICEF, 168 000 enfants ont été déplacés à l'intérieur du pays et 70 000 d'entre eux n'ont pas pu rentrer chez eux. La situation des enfants déplacés demeurerait extrêmement inquiétante car beaucoup d'entre eux ont été séparés de leur famille et étaient exposés à un risque accru de violations des droits de l'enfant, notamment des enlèvements, des menaces et le recrutement forcé par des groupes armés.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>.

Antisémitisme

Il n'existait pas de communauté juive importante dans le pays et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veuillez consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Personnes porteuses de handicap

Les personnes en situation de handicap se heurtaient à des défis particuliers pour accéder à l'éducation, aux services de santé, aux bâtiments publics et aux transports. Le gouvernement n'a pas mis en œuvre de programmes visant à assurer l'accessibilité des bâtiments, de l'information et des communications. Il n'existe aucune disposition légale ou obligation en matière d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap. Le gouvernement n'a pas fourni d'informations et de communications publiques dans des formats accessibles.

La loi interdit la discrimination à l'égard des personnes porteuses de handicap mental ou physique mais n'aborde pas les autres formes de handicap. Elle impose également un quota minimal de 5 % de personnes en situation de handicap possédant les qualifications requises aux entreprises de 25 employés ou plus, dans la mesure où ces personnes sont présentes parmi les candidats. La loi exige qu'au moins 10 % des fonctionnaires nouvellement engagés soient des personnes porteuses de handicap. Les statistiques concernant l'application de ces dispositions étaient indisponibles.

Selon un rapport publié par le Programme alimentaire mondial en août, on manquait de données concernant les personnes en situation de handicap, leurs besoins et les obstacles qu'elles rencontrent. Ce déficit de données a eu une incidence sur les capacités des acteurs humanitaires à planifier, exécuter et évaluer des activités inclusives. Des données de 2020 collectées par Handicap International montrent que 87 % des personnes porteuses de handicap rencontrent des difficultés pour accéder à des distributions de produits non alimentaires, aux denrées alimentaires et à l'argent liquide. L'Inspection du travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Protection sociale est chargée de la protection des enfants porteurs de handicap.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

Les personnes vivant avec le VIH-sida ont fait l'objet de discrimination et de stigmatisation et, par conséquent, nombreuses sont celles qui ne révélaient pas leur statut sérologique. Beaucoup de personnes vivant avec le VIH ou le sida se sont heurtées à des difficultés pour avoir accès à un traitement adéquat. Selon une

enquête de 2019, la prévalence du VIH était de 3,5 % chez les adultes. Selon une évaluation de l'ONUSIDA réalisée en août sur les dimensions sexospécifiques de la prévalence du VIH dans le pays, 56 % des nouvelles infections par le VIH dans le pays concernaient des femmes, et 60 % de toutes les personnes vivant avec le VIH dans le pays étaient des femmes. La prévalence du VIH chez les personnes âgées de 15 à 49 ans était de 4,9 % selon le rapport MICS 2010. Des personnes de contact à l'Institut Pasteur ont indiqué que le taux d'infection à Bangui était d'environ 18 %. Des sources de la MINUSCA ont estimé que la vulnérabilité des femmes et des filles au VIH était le résultat d'une insécurité prolongée, de crises humanitaires et de normes sociales rétrogrades. La même étude a révélé que les taux de prévalence du VIH et du sida étaient disproportionnellement élevés parmi d'autres populations socialement stigmatisées comme les travailleurs du sexe (15 %) et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (6,5 %).

Actes de violence, criminalisation et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi criminalise les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe. Toute « marque d'amour en public » entre personnes de même sexe est passible d'une peine de six mois à deux ans d'emprisonnement et d'une lourde amende. Au cours de l'année, il n'a pas été signalé que la police ait arrêté ou détenu des personnes en vertu de ces dispositions.

Bien qu'il se soit produit des cas de discrimination officielle fondée sur l'orientation sexuelle, il n'a pas été signalé de cas où le gouvernement aurait ciblé des personnes LGBTQI+. La discrimination sociétale à l'encontre de ces personnes était profondément ancrée en raison d'une forte stigmatisation culturelle. Alternatives Centrafrique, une association ouvertement LGBTQI+ basée à Bangui, a mené un plaidoyer pour défendre les personnes LGBTQI+ dans le domaine de la santé.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétale

Un grand nombre des membres de l'ex-Séléka et de ses factions, mais pas tous, étaient musulmans, ayant des origines dans les pays voisins ou dans le nord musulman du pays, région lointaine souvent négligée par le gouvernement. Au pire

de la crise, certaines communautés chrétiennes ont formé des milices anti-Balaka qui ciblaient les communautés musulmanes. La Plateforme des confessions religieuses, qui comprend des dirigeants musulmans et chrétiens, a continué à œuvrer avec les communautés pour désamorcer les tensions et appeler à la tolérance et à la retenue. Certains dirigeants locaux, dont l'évêque de Bossangoa, ainsi que des érudits internationaux, ont averti du danger de voir le conflit sous un angle religieux et de risquer d'encourager son escalade le long de divisions confessionnelles.

La loi interdit la pratique de la sorcellerie. Les accusations de sorcelleries ciblaient disproportionnellement les femmes. Les personnes accusées de sorcellerie étaient victimes d'exclusion sociale. Selon un juriste, la loi ne dispose pas d'une définition établie pour la sorcellerie et l'État n'intervenait généralement pas dans ces affaires. Les chefs de district présidaient souvent les procès de sorcellerie, mais les accusés étaient souvent lynchés par la population locale. En septembre, le ministre de la Justice a indiqué que le gouvernement avait travaillé au cours de l'année avec des partenaires internationaux pour former les juges à la gestion des dossiers de sorcellerie, reconnaissant que ces procédures étaient entachées par l'absence de définitions juridiques de la sorcellerie et par la nature subjective des infractions perçues.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi accorde à tous les travailleurs, à l'exception des hauts fonctionnaires de l'État, des membres des forces de sécurité et des travailleurs étrangers résidant dans le pays depuis moins de deux ans, le droit de constituer des syndicats indépendants et d'y adhérer sans autorisation préalable. La loi confère aux travailleurs le droit de se syndiquer et d'administrer des syndicats sans ingérence de l'employeur et accorde aux syndicats la pleine personnalité juridique. La loi exige que les responsables syndicaux soient des salariés exerçant leur métier à plein temps et elle les autorise à s'occuper des affaires syndicales pendant leurs heures de travail, à condition que leur employeur en soit informé avec un préavis de 48 heures et les y autorise. Le Code du travail garantit aux syndicats le droit à la négociation collective dans les secteurs public et privé.

Les travailleurs ont le droit de faire grève aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public ; toutefois, la grève est interdite aux forces de sécurité, notamment aux militaires et aux gendarmes. Les grèves sont limitées à des motifs liés au travail. Les conditions à remplir pour qu'une grève soit licite étaient nombreuses et les formalités lourdes. Pour qu'une grève soit licite, le syndicat doit tout d'abord déposer ses revendications ; l'employeur doit y répondre, les partenaires sociaux doivent tenir une réunion de conciliation et enfin, un conseil d'arbitrage doit constater que le syndicat et l'employeur ne sont pas parvenus à un accord sur des revendications valables. Les syndicats doivent déposer un préavis de grève de huit jours par écrit. Selon la loi, si un employeur procède à un *lock-out* non conforme au Code du travail, il est tenu d'indemniser ses travailleurs pour toutes les journées de *lock-out*. Le ministère du Travail a le pouvoir de dresser la liste des entreprises tenues d'assurer un « service minimum obligatoire » en cas de grève. Le gouvernement dispose du pouvoir de réquisition ou de mettre fin à une grève en invoquant l'intérêt général. Le Code du travail ne contient pas d'autres dispositions de sanction visant les employeurs qui prennent des mesures contre les grévistes.

La loi interdit expressément la discrimination antisyndicale et les employés qui en sont victimes peuvent saisir le Tribunal du travail. La loi ne précise pas si les employeurs reconnus coupables de discrimination syndicale doivent rétablir dans leurs fonctions les employés licenciés pour activités syndicales, mais exige qu'ils paient des dommages-intérêts et versent les salaires rétroactifs et perdus.

Les pouvoirs publics ont généralement fait appliquer la législation en vigueur et respecté les lois relatives à la liberté d'association dans le secteur formel. Les sanctions étaient à la mesure des autres violations des droits civils, mais elles n'étaient pas appliquées de manière homogène. Les travailleurs ont exercé certains des droits qui leur étaient conférés ; toutefois, seule une partie relativement modeste de la population active, principalement des fonctionnaires, a exercé son droit d'adhérer à un syndicat. Bien que les organisations de travailleurs se situent officiellement en marge de l'administration de l'État et des partis politiques, le gouvernement a exercé une certaine influence sur les dirigeants de certaines d'entre elles.

Les syndicats n'ont pas fait état de discrimination ou d'abus systématiques. Le Tribunal de travail n'a pas entendu d'affaires portant sur des discriminations

syndicales au cours de l'année.

Des négociations collectives ont été menées dans le secteur privé au cours de l'année, mais on ne connaissait pas le nombre de conventions collectives conclues. Le gouvernement n'est généralement pas intervenu lorsque les deux parties ont réussi à trouver un accord. On ne disposait pas d'informations sur l'efficacité de la négociation collective dans le secteur privé.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

Le Code du travail interdit expressément toutes les formes de travail forcé ou obligatoire et les criminalise. Les sanctions prévues pour ces infractions étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires. Cette interdiction s'applique également aux enfants, bien qu'ils ne soient pas mentionnés expressément dans le code. Les sanctions en cas d'infraction n'étaient pas suffisamment dissuasives car les autorités ne faisaient pas appliquer efficacement l'interdiction. Selon ce que des sources ont indiqué, certaines personnes ont eu recours au travail forcé, en particulier dans les zones de conflit armé.

Des employeurs soumettaient des hommes, des femmes et des enfants au travail forcé dans les secteurs du travail domestique, de l'agriculture, de l'exploitation minière, de la vente sur les marchés et dans les rues et de la restauration, de même qu'à l'exploitation sexuelle. Les tribunaux correctionnels condamnaient les coupables à des peines d'emprisonnement et de travaux forcés et les prisonniers travaillaient fréquemment à des projets d'utilité publique sans être rémunérés. Cette pratique se manifestait principalement dans les zones rurales. Les Baakas, y compris leurs enfants, étaient fréquemment contraints de travailler en tant que manœuvres, ouvriers agricoles ou autres ouvriers non qualifiés et ils étaient souvent traités comme des esclaves (voir la section 6, « Enfants »).

Veillez consulter également le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à

L'emploi

Le Code du travail interdit certaines des pires formes de travail des enfants. La loi interdit aux enfants de moins de 18 ans d'effectuer des « travaux dangereux ».

Cependant, ce terme n'est pas clairement défini et la loi ne précise pas s'il concerne toutes les pires formes de travail des enfants. Le Code minier interdit expressément le travail des enfants et des mineurs n'ayant pas atteint l'âge requis. L'emploi d'un enfant de moins de 14 ans sans l'autorisation spécifique du ministère du Travail est interdit par la loi. Toutefois, la loi prévoit également que l'âge minimum d'admission à l'emploi peut être fixé à 12 ans pour certains travaux légers dans les activités agricoles traditionnelles ou les services à domicile. Par ailleurs, le fait que l'âge minimum pour travailler soit inférieur à l'âge de la scolarisation obligatoire pourrait encourager certains enfants à quitter l'école pour travailler avant que leur période de scolarisation obligatoire ne soit terminée.

Le gouvernement n'a pas fait appliquer la législation sur le travail des enfants. Les autorités ont dispensé des formations aux forces de police, aux forces armées et à des civils, qui portaient sur les droits et la protection des enfants, mais les bénéficiaires de ces formations manquaient de ressources pour mener leurs enquêtes. Ces dernières années, le gouvernement a annoncé de nombreuses mesures relatives au travail des enfants, notamment des programmes pour éradiquer l'exploitation sexuelle et la maltraitance des enfants ainsi que le recrutement et l'emploi d'enfants dans les conflits armés. Cependant, rien n'indiquait l'existence de programmes continus visant à éliminer ou prévenir le travail des enfants, notamment sous ses pires formes. Les sanctions étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires, mais n'était pas suffisantes pour être véritablement dissuasives. Des fonctionnaires du gouvernement auraient utilisé des mineurs pour effectuer des travaux militaires à deux postes de contrôle.

Le travail des enfants était une pratique répandue dans de nombreux secteurs de l'économie, tout particulièrement en milieu rural. Les enfants (résidents et déplacés), certains n'ayant pas plus de sept ans, effectuaient souvent des travaux agricoles, notamment pour la récolte des arachides et du manioc, et participaient au ramassage de produits vendus sur les marchés, comme les champignons, le foin, le bois de chauffage et les chenilles. À Bangui, une grande partie des enfants des rues

travaillait comme vendeurs ambulants. Des enfants étaient fréquemment employés en tant que domestiques, pêcheurs et dans les mines, souvent dans des conditions dangereuses. Par exemple, les enfants étaient contraints à travailler sans protection adéquate ou pendant de longues heures (10 heures par jour ou plus). Des enfants effectuaient également les pires formes de travail des enfants dans les mines de diamant, où ils transportaient et lavaient le gravier, ainsi que dans les mines d'or, où ils creusaient le sol et portaient de lourdes charges. Malgré l'interdiction du travail des enfants dans les mines, des observateurs ont noté la présence de nombreux enfants dans les mines de diamant et à proximité celles-ci. Des sources ont rapporté qu'un mineur de l'ethnie autochtone baaka a été soustrait d'une situation de travail domestique forcé à Bangui.

Des enfants continuaient à travailler comme enfants soldats. D'après certaines informations, l'ex-Séléka, les anti-Balaka et d'autres groupes armés ont, au cours de l'année, recruté des enfants soldats et les ont utilisés comme porteurs ou assistants à des points de contrôle illégaux (voir la section 1.g.).

Veillez également consulter les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants* à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings> et la *Liste des produits fabriqués par le travail des enfants ou le travail forcé établie par le département du Travail* à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/reports/child-labor/list-of-goods>.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

Il est illicite d'exercer une discrimination à l'embauche ou relative à l'emploi sur la base de l'origine raciale, nationale ou sociale, du sexe, des opinions ou des croyances. La loi n'a pas été appliquée efficacement par le gouvernement et des cas de discrimination basée sur le genre, sur le statut de minorité et sur l'origine nationale se sont produits. Les peines étaient à la mesure de celles prescrites pour d'autres violations des droits civils. La loi n'interdit pas expressément les discriminations en matière d'emploi et de profession sur la base du handicap, de l'âge, de la langue, de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, du statut social, d'un état de séropositivité ou d'autres maladies contagieuses.

Il y a eu des cas de discrimination à l'égard des femmes en matière d'emploi et de profession dans tous les secteurs de l'économie et en milieu rural où les pratiques traditionnelles favorisant les hommes restaient répandues. Des restrictions légales existaient à l'encontre des femmes en matière d'emploi, y compris la limitation ou l'interdiction pour les femmes de travailler dans certaines tâches, certains métiers ou certains secteurs. Il est en outre interdit de porter, de traîner ou de pousser une charge quelconque pendant la grossesse et dans les trois semaines suivant la reprise du travail après l'accouchement. Les femmes ne sont pas autorisées à se trouver sur les lieux d'entreprises où sont manipulés certains produits chimiques dangereux ni à effectuer différents types de tâches associées à certains métiers, notamment fabriquer de l'acide sulfurique, appliquer des revêtements en caoutchouc et décaper ou galvaniser du fer.

Des travailleurs migrants ont fait l'objet de discrimination en matière d'emploi et de rémunération.

e. Conditions de travail acceptables

Lois relatives aux salaires et au temps de travail : Le Code du travail dispose que le ministère du Travail doit fixer les salaires minimums de la fonction publique par voie de décret. Premier employeur du pays, l'État fixe les salaires après avoir consulté les syndicats de fonctionnaires, sans toutefois négocier avec ces derniers. Dans le secteur privé, les salaires minimums étaient établis sur la base des conventions collectives spécifiques à chaque secteur résultant des négociations entre les représentants des employeurs et ceux des travailleurs dans chaque secteur.

Le salaire minimum dans le privé variait en fonction du secteur d'activité et du type de travail effectué. Dans tous les secteurs, le salaire minimum était inférieur au seuil d'extrême pauvreté fixé par la Banque mondiale.

La loi fixe le temps de travail hebdomadaire standard à 40 heures pour les fonctionnaires et pour la plupart des employés du secteur privé. Les employés de maison peuvent travailler jusqu'à 52 heures par semaine. La loi exige également une période de repos hebdomadaire minimale de 48 heures pour les ressortissants nationaux comme pour les travailleurs étrangers et migrants. La politique concernant les heures supplémentaires variait en fonction de l'employeur. Il est

possible de saisir le ministère du Travail en cas de violation de la politique sur les heures supplémentaires, mais on ignore si ce droit a été exercé pendant l'année. Il n'existe pas de disposition légale interdisant les heures supplémentaires excessives ou obligatoires. Le Code du travail dispose toutefois que les employeurs doivent veiller à la santé et à la sécurité des employés qui effectuent des heures supplémentaires. Les sanctions prévues étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires.

Sécurité et santé au travail : Il existe des lois générales qui fixent les normes relatives à la santé et à la sécurité au travail, mais le ministère du Travail ne les a pas définies de manière précise. Le Code du travail stipule qu'un inspecteur du travail peut obliger un employeur à rectifier des conditions de travail dangereuses ou insalubres.

La loi prévoit que, en cas de situation de travail dangereuse, les travailleurs peuvent s'en retirer sans mettre leur emploi en danger. Si tel est le cas, l'inspecteur du travail en notifie l'employeur et exige qu'il remédie à la situation dans un délai de quatre jours ouvrables. Toutefois, les taux de chômage et de pauvreté étaient tels que les travailleurs n'osaient pas exercer ce droit.

Le gouvernement n'a pas fait appliquer les normes du travail efficacement et les infractions étaient courantes dans tous les secteurs de l'économie. La gestion des normes du travail relève principalement du ministère du Travail, tandis que leur application est confiée au ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique ainsi qu'au ministère de la Justice et des Droits de l'homme. Le nombre d'inspecteurs du travail dont disposait l'État était insuffisant pour assurer le respect des dispositions du droit du travail. Les sanctions étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires, mais étaient rarement appliquées et n'étaient pas suffisantes pour être véritablement dissuasives. La loi s'applique également aux travailleurs étrangers et migrants, même si les travailleurs étrangers doivent satisfaire à des exigences de séjour pour faire partie d'un syndicat. Les employeurs violaient couramment les normes de santé et de sécurité dans l'agriculture et le secteur minier.

Les mines de diamant, qui employaient environ 400 000 personnes, faisaient l'objet de normes fixées par le Code minier et d'inspections menées par la Brigade

minière. Les efforts de surveillance étaient cependant sous-financés et insuffisants. Bien que la législation dispose que les travailleurs des mines doivent être âgés d'au moins 18 ans, les observateurs ont souvent vu des creuseurs d'âge mineur. Les creuseurs travaillaient souvent dans des puits à ciel ouvert susceptibles de s'effondrer, sept jours par semaine pendant la haute saison. Ils étaient employés par de grands exploitants, travaillaient dans des conditions dangereuses au fond de puits à ciel ouvert et manquaient d'équipement de sécurité.

Les mineurs, en revanche, détenaient une part du capital social et recevaient une partie du produit de la vente des diamants. Ils complétaient souvent leurs revenus en vendant illégalement des diamants ou en travaillant dans d'autres secteurs de l'économie.

Le gouvernement n'a pas publié d'informations sur les accidents et les décès au travail ou d'autres statistiques sur la sécurité et la santé au travail, et les responsables publics n'ont pas répondu aux demandes directes d'informations faites par l'Organisation internationale du travail les années précédentes.

Secteur informel : Un rapport publié en 2020 par le Groupe de la Banque mondiale indiquait que la plupart des activités économiques du pays étaient informelles, menées par des micro, petites et moyennes entreprises représentant 40 % à 60 % du PIB. Le salaire minimum ne s'appliquait qu'au secteur formel, laissant la majorité de la main-d'œuvre du pays qui travaille dans le secteur informel sans salaire minimum. La majeure partie du travail était effectuée en dehors du système de rémunération et de sécurité sociale, surtout par des agriculteurs dans le vaste secteur de l'agriculture de subsistance et par des ouvriers dans le secteur minier artisanal. Bien que la plupart des lois de protection du travail s'appliquent au secteur informel, elles n'étaient pas respectées et les violations des réglementations relatives aux salaires, aux heures de travail et à la sécurité étaient courantes.